



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

LIMINAIRE CSE CENTRAL EXTRAORDINAIRE

13 décembre 2022

On veut des sous !

Des sous, pour notre entreprise, pour boucler le budget de France Télévisions, pour combler l'insuffisance d'actifs, pour retrouver les moyens de financement de France 4, pour ne pas subir déraisonnablement l'inflation.

2023, pointe le bout de son nez et déjà, on attrape le rhume : encore des économies, encore moins d'argent pour les programmes, l'inflation qui s'installe, le financement à l'avenir de l'audiovisuel public toujours incertain... Un effort supplémentaire de 45 millions d'euros d'économies est annoncé – alors que nous devons continuer à nous moderniser, à embaucher des salariés de préférence jeunes, de préférence pour le numérique, de préférence motivés...

Vous le dites vous-même, madame la présidente : « sur ces 4 dernières années, ce sont 400 millions d'euros que nous avons économisés ». L'an prochain, l'inflation impactera notre budget de 61 millions d'euros. Il faudra y ajouter le trou du manque d'actifs d'un peu plus de 20 millions en 2021 et projeté à 50 millions à fin 2022. Ce trou qui nous conduira à voter en conseil d'administration la continuité de notre propre activité : Où allons-nous ? qui est responsable ? Certainement pas les salariés, car les efforts, ils les ont faits : Nous étions 10 490 salariés en 2012. 10 ans plus tard... nous ne sommes plus que 8900. Pour faire de la télé, de la radio, pour affirmer notre place sur le web. Nous le constatons partout, sur le terrain : le nombre de salariés, qu'ils soient permanents ou non permanents, ne pourra plus, à l'avenir, être la variable d'ajustement. L'effort de productivité – selon vous, toujours, il était de 20% en 10 ans, dont 15% liés à la baisse des effectifs - : on est au bout. On le sait tous. Vous devez le reconnaître !!!

Des sous, pour les salariés, pour boucler leurs fins de mois en ces temps de vie chère.

Votre refus d'entendre les revendications salariales des organisations syndicales lors de la NAO 2022, alors qu'on savait que l'inflation s'installait, ne pouvait que susciter la grogne des salariés. À fin novembre, le coût de la vie a augmenté de 6,2% par rapport à l'année dernière.

La Cfdt avait proposé, lors de la NAO, de repenser les fins de carrière; d'élargir les conditions d'attribution du forfait mobilité durable ; de revaloriser les indemnités kilométriques, les frais de repas et de mission, les primes d'intérim ; de revoir les rémunérations des personnels administratifs pour combler les écarts avec les salaires des techniciens ; d'abonder les plans PEE et PERCOL ; d'introduire de la transparence dans les processus d'attribution de primes « exceptionnelles » et de « performance »...

Quand la ressource est rare, il faut être juste dans sa répartition. Vous restez coincés dans les vieux schémas : c'est la direction qui décide, elle n'a pas à se justifier, basta. Et si ensuite, on crée des inégalités, des incompréhensions, des ressentiments, voire de la colère... Tant pis.

DECEMBRE 2022



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Des sous, pour les Non Permanents, pour ne pas devoir payer pour travailler.

Les non permanents, nous avons besoin d'eux. Tous les jours.

Et pourtant, ils sont maltraités.

Quand ils acceptent des contrats loin de chez eux, et quand France Télévisions mégotte sur le remboursement de leurs frais, c'est scandaleux.

Ils nous remontent des problèmes de frais remboursés avec beaucoup de retard, parfois refusés – par exemple, l'hôtel pour la nuit avant la prise de service pour un nouveau contrat.

Nous avons vu passer aussi une initiative originale, une cagnotte lancée sur internet pour permettre aux CDD de joindre les deux bouts en attendant le remboursement de frais avancés.

Une provocation, certes, mais qui nous interpelle, tous.

DECEMBRE 2022

Les non-permanents ne sont pas la dernière roue du carrosse, et on ne peut pas leur dire que **pour travailler, il leur faut payer d'abord.**



[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : **01 56 22 88 21**